

forum de l'autogestion

La restructuration capitaliste : Pourquoi ?

Poitiers : 18 -19 Novembre



CONVERGENCE
AUTOGESTIONNAIRE



D EPUIS quatre ans, la crise a-t-elle mis au rancart nos objectifs d'une modification majeure dans l'ordre économique et social ? Nous nous attendions à tout après mai 68 ; nous ironisons sur le néo-keynésisme des gouvernements capitalistes occidentaux. Nous estimions proche la rupture avec un système qui voyait se mobiliser contre lui les travailleurs français et les pays qui venaient d'acquérir leur indépendance nationale. L'avenir nous appartenait, cristallisé dans l'espoir d'une victoire de la gauche. Nous posions, de l'intérieur de cet espoir, des questions concernant la nécessité d'une autre logique de développement à travers la mise en avant d'un autre type de croissance, du changement de pouvoir dans l'entreprise et la société, de la solidarité et d'échanges égalitaires avec le tiers monde. Reléguées au second plan par des forces de gauche qui campaient sur des solutions nationales et productivistes, les réponses du courant autogestionnaire se trouvent aujourd'hui confrontées à une autre mode rétro : celle du néo-libéralisme et de la « révolution libérale ».

Les buts de ce regain du libéralisme sont faciles à mettre en évidence : intégration définitive du système productif français dans la division internationale du travail ; choix des secteurs industriels les plus susceptibles de la parachever ; spécialisation et déqualification ; volonté d'enlever au mouvement ouvrier toute possibilité de maîtriser l'économie ; exploitation accrue et plus sophistiquée des matières premières et de la main-d'œuvre des pays en voie de développement.

Mais face à cette offensive de la

Les 18 et 19 Novembre se tiendra à Poitiers la convergence autogestionnaire, lieu ouvert d'un débat pour tous ceux qui s'interrogent aujourd'hui sur le sens d'une démarche autogestionnaire. Les thèmes de discussions seront nombreux. « Tribune socialiste » entame la publication d'une série de contributions sur des sujets précis qui seront abordés dans les différents carrefours.»

bourgeoisie qui a eu pour premiers effets l'austérité et le chômage, le mouvement ouvrier français a tergiversé, persuadé que la victoire politique constituerait, en soi, une réponse à la crise et s'aveuglant trop facilement sur les effets pratiques et théoriques de la restructuration capitaliste.

Le réveil fut dur, après mars, surtout pour les travailleurs. La logique « Barre », à l'œuvre depuis trois ans, se manifestait par des mesures jusque-là jugées impossibles ou trop dangereuses à appliquer par bien des fractions de la bourgeoisie : libération des prix, remise en cause du rôle régulateur du S.M.I.C., privilèges fiscaux pour l'actionariat, transferts de fonds publics aux entreprises privées, liquidation accélérée de biens productifs, niveau de chômage record, attaque contre tous les droits syndicaux et compression des salaires.

A « l'ardente obligation de planifier » chère aux gaullistes, aux technocrates partisans d'une solution à la française, s'est substituée dans les

discours officiels « l'ardente nécessité de la compétitivité internationale », donc de vendre.

L A restructuration capitaliste est indissociable d'une nouvelle politique de l'emploi et de l'organisation du travail. Exploitant au maximum une situation politique favorable, le gouvernement retire tout soutien aux entreprises et secteurs condamnés, selon lui, par la concurrence internationale : textile, sidérurgie, construction navale. Les dynasties industrielles passent la main à une bourgeoisie financière qui gère son capital privé ou public avec la ferme résolution de l'investir et de le déplacer au gré de la seule rentabilité maximum. Cette concentration des efforts financiers pour le développement d'entreprises compétitives dans les créneaux dont on espère une percée sur le marché mondial suppose aussi une adaptation totale à la conjoncture mondiale de tous les facteurs de production : capitaux et main-d'œuvre. La mobilité devient un maître mot et condamne donc des régions et des branches d'industrie entières au chômage massif. Cette perspective conduira, selon certains experts, aux trois millions de chômeurs en 1983. Elle se traduit aussi, sur un fond de remise en cause généralisée des avantages précédemment concédés, par un approfondissement des divisions au sein de la classe ouvrière et des couches populaires. Aucune pause sociale n'a été concédée par le pouvoir.

O N peut actuellement déga-ger cinq grands types de division au sein de la classe ouvrière :

● **par l'organisation du travail** : au traditionnel double mouvement déqualification-surqualification s'ajoutent des découpages introduits par les nouvelles techniques (en particulier l'informatisation) d'automatisation du travail. Les anciennes classifications sont attaquées. La sous-traitance partage les salariés au sein d'un même lieu de production.

● **par les statuts** : on assiste à la multiplication de sous-statuts, échappant aux conventions collectives, rendant difficile la solidarité au sein de l'entreprise entre ceux qui bénéficient d'une certaine garantie de l'emploi et les intérimaires, les contractuels, les vacataires et tous les hors-statuts.

● **par la répartition du travail** : le patronat joue sur l'écart de plus en plus grand entre les secteurs qui tournent (heures supplémentaires) et ceux qui battent de l'aile (réduction d'horaires avec pertes de pouvoir d'achat). Les propositions d'horaire annuel, d'assouplissement des horaires hebdomadaires, d'extension du travail partiel (surtout en direction des femmes) visent à institutionnaliser cet état de fait. Elles ne sont pas sans conséquence, car elles rencontrent un écho de plus en plus favorable parmi les travailleurs.

● **par la rémunération** : la remise en cause du S.M.I.C. pour y substituer des minimas négociés par branches vise à accroître les

énormes inégalités déjà existantes.

● **par l'accès au travail** : des catégories larges de la population : femmes, jeunes, immigrés, habitants de certaines régions sont condamnées par le « redéploiement industriel » au sous-emploi ou à des activités partielles. .

POUR résumer la situation, on peut conclure comme le fait le collectif Adret dans son livre **Travailler deux heures par jour : « Ce qui pose problème, pour notre société, ce n'est pas, en fait, de réduire le temps de travail. La vraie difficulté c'est de ne pas le réduire : il faut, pour y parvenir, se donner beaucoup de mal. Payer (le moins possible) une armée de chômeurs. Conserver dans les entreprises une main-d'œuvre excédentaire. Maintenir un service militaire que tout le monde sait être sans objet. Créer des emplois quelle que soit leur utilité. Faire d'importantes recherches pour rendre fragiles des objets qui ne demandaient qu'à durer. Lancer de coûteuses campagnes publicitaires pour persuader les gens d'acheter des choses dont ils n'ont nul besoin. S'arranger pour maintenir le plus possible en dehors de la vie professionnelle les jeunes, les vieux, les femmes... »**

Quelles réponses donner ? Le mouvement syndical en particulier,

confronté aux difficultés rencontrées ces dernières années pour créer un rapport de force réel, commence à s'emparer de ces problèmes : Que produire ? Quel emploi ? Quelle croissance ? Mais il n'est pas seul, car la définition d'un autre type de développement pose entre autres la nécessité d'actions contre la mercantilisation de tous les rapports sociaux, donc dans toute la société et pas seulement dans l'entreprise. Face aux nouvelles contraintes du capitalisme, se battre pour un emploi pour tous suppose de nouvelles analyses, de nouvelles confrontations. Peut-on par exemple, mettre en avant une autre politique industrielle qui évite l'écueil du chauvinisme comme celui de l'acceptation (même nuancée) des normes de productivité du marché international ? Plus profondément, c'est sur l'utilité des produits et des technologies qu'il faut s'interroger. Le carrefour de la rencontre de Poitiers pourra donc se saisir de ces multiples aspects. Il contient des enjeux majeurs pour l'avenir du mouvement autogestionnaire et, plus largement, pour toutes les actions futures du mouvement syndical.

Jean-Yves SPARFEL ■